



RETRAITE MACRON :

C'EST TOUJOURS NON !

Avec sa réforme, le gouvernement des riches veut nous faire bosser plus longtemps avec un report de l'âge légal de départ à 64 ans et un passage rapide à 43 annuités de cotisations. La bataille des retraites a commencé : soyons en masse dans la grève et dans la rue dès le 19 janvier !

Calendrier et principales mesures de la réforme :

- Les travailleureuses nées avant le 31/08/1961 vont partir en 2023 à 62 ans pour 42 annuités. Puis, reports progressifs des annuités et de l'âge de départ pour arriver à :
 - 43 annuités de cotisation à partir de la génération 1965 (en 2027). Rappel : pour chaque trimestre manquant, une décote de 1,25 % s'applique.
 - Un départ à 64 ans à partir de la génération 1968.
- Les âges de départs après une « carrière longue » ou les « services actifs » seront aussi décalés de 2 ans. L'âge de départ sans décote reste à 67 ans.

Cette réforme est injuste et nuisible ! Reculer l'âge de départ est une aberration alors que les travailleureuses les plus âgées sont déjà en difficulté face à l'emploi. C'est aussi **une double peine pour les ouvrier·ères** qui subissent déjà une espérance de vie en bonne santé plus courte et connaissent une mortalité précoce.

Contrairement aux mensonges du gouvernement, **la pénibilité ne sera pas mieux prise en compte** et tout le monde est concerné par ce maintien au travail de 2 années supplémentaires minimum : « carrières longues » ou agents publics en « service actifs ». Cela rendra les fins de carrières plus difficiles (épuisement professionnel, arrêts maladie...) et impactera notre qualité de vie après le travail !

L'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein sans décotes qui baissent la pension (jusqu'à 67 ans) force à travailler au-delà de l'âge légal pour compenser les entrées plus tardive dans l'emploi ou les carrières hachées. **Cela impactera particulièrement les femmes.**

Cette réforme est inutile ! Contrairement au discours volontairement alarmiste, relayé par les médias aux ordres des capitalistes, **aucune menace structurelle, démographique comme financière, ne met en danger le fonctionnement du régime de retraites** par répartition. La réforme a surtout pour but de limiter la dépense publique tout en poursuivant une baisse de la fiscalité et des prélèvements sociaux qui concerne surtout les entreprises et les plus riches !



Tout est question de choix de société...

Dans le cadre actuel, **la masse des richesses produites par notre travail, est largement suffisante pour financer la protection sociale et actuellement le système est même excédentaire !**

Le déficit envisagé dans le futur, d'une dizaine de milliards par an, est calculé sur la base de projections hasardeuses notamment en terme d'emploi. Pas de quoi faire s'écrouler le système surtout quand on compare avec les diverses aides publiques aux entreprises qui étaient estimées à 150 milliards en 2019 ! Chaque année, ce sont notamment plusieurs dizaines de milliards que **les entreprises volent sur les salaires (le brut) avec des exonérations de cotisations sociales** qui manquent dans les caisses de la protection sociale... **Il faut également prendre en compte la question de l'emploi** : moins de chômeur·euses, de précaires mais aussi plus de services et emplois publics, ce sont plus de cotisations. Il est temps de mieux partager le travail entre tous·tes !

...et de rapport de force !

Ne les laissons pas nous voler plusieurs années de nos vies ! Seule une **mobilisation massive pourra contrer leurs projets** et nous faire gagner de nouveaux droits plus favorables aux travailleur·euses !

Au centre des questions de protection sociale solidaire, de répartition du travail et des richesses, **la bataille des retraites est stratégique pour notre classe**. Menons-la dans l'unité et organisons-là, à la base, pour la gagner !

Retraites : nos revendications immédiates :

Retour sur l'ensemble des contre-réformes depuis 1993 sur les retraites et la Sécu :

- Retour aux 37,5 annuités de cotisations et suppression des décotes.
- Taux de remplacement de 75 % du salaire brut sur la base la plus favorable, 6 derniers mois ou 10 meilleures années.
- Retraite à taux plein à 60 ans pour tous·tes et 55 ans dans les métiers à forte pénibilité.
- Pas de pensions inférieures au SMIC.
- Arrêt des exonérations de cotisations sociales au bénéfice des entreprises.
- Maintien d'un système de protection sociale solidaire et gestion directe des caisses par les travailleureuses.

Tout est à nous, rien n'est à eux !

Pour la CNT-Solidarité Ouvrière, syndicat révolutionnaire, notre combat ne saurait s'arrêter à un peu plus de « justice sociale » dans le cadre du système actuel. Ensemble construisons un projet de société en rupture avec le capitalisme.

Grève générale interprofessionnelle, jeudi 19 janvier !

CNT-Solidarité Ouvrière

4 Rue de la Martinique, 75018 Paris

✉ contact@cnt-so.org

☎ 09 87 53 87 56

f [cnt.so](https://www.cnt.so)

📍 CNTSO

🐦 [cntso_fr](https://twitter.com/cntso_fr)

🌐 [cnt-so.org](https://www.cnt-so.org)

